



# Formation « aides d'Etat »

## Session 1

### Notions générales

# Plusieurs niveaux de règles



- Règles européennes des **Aides d'Etat** : *quelles aides ?*
  - Primauté des règles européennes
  - Les règles européennes définissent la forme des aides , les types d'entreprises, les intensités d'aide , les dépenses éligibles
- Règles européennes des **FESI** : *les règles du cofinancement FESI*
  - Spécificités de l'intervention FEDER FSE FEADER FEAMP dont CTE
- Règles Nationales ex **CGCT** : *qui peut les donner et où?*
  - l'Etat mène la politique économique (constitution de 1958)
  - La loi (CGCT) répartit les compétences d'intervention économique entre les collectivités locales
  - La région : chef de file de l'intervention économique
- Application **CUMULATIVE** des 3 niveaux
- Respecter la loi française (le CGCT) **ET** les règles européennes

**EN CAS DE CONFLIT ENTRE DEUX REGLES IL CONVIENT D'APPLIQUER LA REGLE LA PLUS STRICTE**

# Un contexte en évolution



- **Une nouvelle programmation** des fonds structurels et d'investissement (FESI) FEDER FSE FEADER FEAMP pour la période 2014-2020
- **La décentralisation de la gestion** des fonds aux régions
- **La réforme de la politique de concurrence** européenne engagée en 2012 par la Commission DG COMP – **SAM** « **state aid modernisation** » pour la période 2014-2020
- **La réforme de la décentralisation:** Loi NOTR - la région renforcée dans ses compétences d'interventions économiques
- NB: la décentralisation de la gestion des fonds aux régions n'est pas totale certaines mesures restent gérées par l'Etat

# 1) Philosophie et principes de la réglementation européenne des aides aux entreprises

*.-> notions & procédure*



# Philosophie: Pourquoi ces règles?

- **Traité de Rome 1957** (Traité CEE -> **TFUE**) Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne
- **Instauration du Marché Commun 4 Libertés de circulation**
- Philosophie d'inspiration libérale
- **Économie de marché** -> libre concurrence
- Nécessité de ne pas fausser la loi de l'offre et la demande
  - Soit par des **pratiques entre les entreprises** (ententes, abus de positions dominantes.)
  - Soit par des **aides publiques aux entreprises** – (aides d'Etat)
- **Instauration d'une politique de concurrence – art. 101 à 109 TFUE**  
*-> Pour encadrer le jeu du marché*
- **Article 107.1 : « aides d'Etat » (= aides publiques)**
- Principe: **interdiction** des aides
- Autorisation à titre dérogatoire art 107.3
- *L'arbitre: la Commission*
  - *autorise les aides où les régimes d'aide*

# Quels principes pour les « aides d'Etat » ?

- Les aides sont exceptionnelles
- Seront autorisées en contrepartie d'un effort de l'entreprise
- **Exemples d'efforts et de contreparties admis:**
  - Embauche de travailleurs défavorisés
  - formation
  - R&D innovation
  - Environnement
  - Réponse à une carence du marché (financement, TIC etc.)
- Aides à l'investissement productif généralement prohibées:
  - *Sauf pour PME* (249 salariés et soit < 50 M€ de CA soit < 43 M€ bilan)
  - *Sauf pour GE* si l'investissement est en **zone d'aide à finalité régionale**
- Principe de zonage aides à l'investissement (zonage **AFR**)
- Aides aux entreprises en difficulté généralement interdites
- Aides à l'exportation toujours interdites

# Les bases juridiques européennes

## Les articles 107 à 109 du TFUE (Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne)

- L'ARTICLE 107.1 TFUE
- « **Sauf dérogations** prévues par le présent traité, sont **incompatibles** avec le marché commun, dans la mesure où elles **affectent les échanges** entre États membres, les aides accordées par les États **ou au moyen de ressources d'État** sous quelque forme que ce soit qui faussent ou qui **menacent de fausser** la concurrence **en favorisant certaines entreprises** ou certaines productions. »



# Quand appliquer la réglementation?

***ON APPLIQUE LA REGLEMENTATION EUROPEENNE DES AIDES D'ETAT SI 5 CRITERES CUMULATIFS SONT REMPLIS:***

***1 – L'aide est allouée à une entreprise***

***2 – L'aide est sélective***

***3 – Elle est d'origine Publique***

***4 – L'aide menace de fausser la concurrence***

***5 – L'aide affecte les échanges entre Etats membres***

# Les 5 critères des aides d'Etat



## 1 – LE CRITERE DE L'ENTREPRISE:

- La réglementation ne s'applique qu'aux aides **AUX ENTREPRISES**

**DEFINITION DE L'ENTREPRISE:** arti. 1 Annexe 1 du REGLEMENT D'EXEMPTION PAR CATEGORIE (RGEC) 17/6/14

- toute entité** indépendamment de sa forme juridique **qui exerce une activité économique**

- Activité économique** (non définie RGEC) : mise sur le marché de biens et services même sans but lucratif

- Entreprises potentielles:**

Non citées dans la définition du RGEC mais évidemment concernées:

- Les entreprises commerciales (ex SA SAS SARL EURL SNC SCIC, SCOP, etc.)
- les exploitants agricoles, les coopératives

Citées dans la définition du RGEC:

- les sociétés de personnes, les activités artisanales,
- les activités individuelles, familiales
- les associations potentiellement (si elles exercent régulièrement une activité économique)
- une collectivité locale ou établissement public peut être une « entreprise » s'il exerce une activité éco.*

**MAIS:** Pas d'activité économique si les entités publiques agissent dans leur qualité d'autorité publique **Cad:**  
l'activité constitue une mission qui relève des « **fonctions essentielles de l'Etat** » (*pas de définition précise*)



## **1 – LE CRITERE DE L'ENTREPRISE (Suite):**

**Ne sont pas économiques (selon la CJUE) selon le projet de communication sur la notion d'aide d'Etat les activités suivantes:**

Armée, Police, sécurité, contrôle aérien, contrôle trafic maritime Surveillance anti-pollution, organisation carcérale, Collecte de données à des fins publiques sur la base d'une obligation légale pour les entreprises concernées de communiquer ces données (ex la gestion du répertoire SIREN)

Valorisation et revitalisation de terrains publics par les autorités publiques.

**Une entité publique gérant un registre du commerce car** exerçant des activités économiques et non économiques qui ne sont pas dissociables.

**Régimes de sécurité sociale non économiques** en fonction de l'appréciation des critères suivants:

Principe de solidarité, caractère obligatoire du régime ou non, Objectif social du régime ou non, But non lucratif ou non, contrôle par l'Etat ou non etc.

**Les Hôpitaux publics n'ont pas d'activité économique selon la CJUE LORSQUE:**

- Ils font partie intégrante d'un service de santé national
- Ils fonctionnent sur le principe de solidarité
- Ils ont des services financés par les cotisations de sécurité sociale
- Leurs services sont gratuits

***En France les Hôpitaux publics sont financés via la décision d'exemption SIEG***

**EDUCATION NATIONALE NON ECONOMIQUE SI:**

- l'enseignement public est organisé dans le cadre du système d'éducation nationale supervisé par l'Etat
  - Le système est financé par le budget de l'Etat
  - l'Etat « accomplit sa mission dans le domaine social culturel éducatif envers la population »...
- Même si le service occasionne « le paiement d'une redevance par les parents »

## **1 – LE CRITERE DE L'ENTREPRISE (Suite): Ne sont pas économiques (selon la CJUE):**

### **INFRASTRUCTURES PUBLIQUES**

**Arrêt CJUE ADP 12/12/2000** : exploitation d'un aéroport = **activité économique**

**Arrêt Leipzig/Halle de 2000**: construction d'une piste d'aéroport exploitée commercialement = **activité économique**

**Infrastructures non destinées à une exploitation commerciale -> non soumises aux aides d'Etat:**

Voies publiques, ponts, canaux,  
mis à disposition du public **gratuitement**

-> **le critère non lucratif est ici déterminant..**

Infrastructures de contrôle aérien (mais pas les pistes...)

Phares maritimes, infrastructures policières et douanières

**Si possibilité de distinction des parties économique et non économique de l'infrastructure – pas d'aide d'Etat sur la partie non économique**

**Si l'activité économique accessoire** (de portée limitée) -> pas d'aide d'Etat

**< ou = 20%** de la capacité annuelle globale

**Ces éléments sont tirés du projet de communication sur la notion d'aide d'Etat**

## **1 – LE CRITERE DE L'ENTREPRISE (Suite): Ne sont pas économiques :**

### **Activités d'université et d'organismes de recherche NON ECONOMIQUES:**

« **organisme de recherche et de diffusion des connaissances** »: une **entité** (telle qu'une université ou un institut de recherche, une agence de transfert de technologies, un intermédiaire en innovation, une entité collaborative réelle ou virtuelle axée sur la recherche), **quel que soit son statut légal** (de droit public ou de droit privé) ou son mode de financement, **dont le but premier est d'exercer, en toute indépendance, des activités de recherche** fondamentale, de recherche industrielle ou de développement expérimental, ou de **diffuser** largement les résultats de ces activités au moyen d'un **enseignement**, de publications ou de **transferts de connaissances**.

**1 - Activités de formation** en vue de ressources humaines accrues et plus qualifiées

**2 - Activités de R&D indépendantes en vue de connaissance plus étendue et d'une meilleure compréhension (?)** y compris la recherche et développement en collaboration

**3 - Diffusion des résultats de recherche**

**4 - Transfert de connaissances** (cession de licence, création de produits dérivés ou d'autres formes de gestion de la connaissance produite par l'organisme de recherche)

**Si** toutes **recettes générées réinvesties** dans les activités principales des organismes de recherche

## 1 – LE CRITERE DE L'ENTREPRISE (Suite): Ne sont pas économiques :

- La protection du patrimoine culturel et naturel ->  
NON ECONOMIQUES: lorsque qu'elles sont gratuites ou lorsque ces activités ne sont pas essentiellement financées par des ressources commerciales;
- Le développement et la revitalisation des terrains publics par des autorités publiques (même s'ils sont commercialisés);  
-> les opérations d'immobilier concernant des bâtiments ne sont pas concernées a priori et restent économiques



# Les 5 critères des aides d'Etat

## 2 - LE CRITERE DE L'AIDE SELECTIVE: Aides soumises à réglementation :

**TOUT AVANTAGE** conféré à une ou plusieurs entreprises mais pas à toutes les entreprises d'un Etat membre -> l'aide doit avoir un caractère sélectif

A la différence d'une **MESURE GENERALE** non sélective, applicable automatiquement à toutes entreprises, sans critères de sélectivité liés à la taille, le zonage etc.

- EX : *Crédit d'impôt Recherche (CIR)*
- EX: *Crédit d'impôt Compétitivité et Emploi (CICE)*
- Ex : *Contrats aidés ?*

*Aides non soumises à la réglementation des aides d'Etat*

### LA FORME DES AIDES :

■ **Toutes les formes d'aides sont concernées:** Subvention, bonification, garantie, capital, rabais de prix, mise à disposition moyens, remise de dettes, exonérations, conditions préférentielles, déclaration de ministres, avances remboursables et prêts à taux inférieurs aux marché, remises de pénalités (SNCF) etc...

- Même sans transfert financier, qu'elles soient directes ou indirectes

# Les 5 critères des aides d'Etat

## **3 - LE CRITERE DU CARACTERE PUBLIC DES AIDES:**

- Les aides concernées par la réglementation ont **une origine publique** 2 critères:
  - 1 - **Fonds prélevés par un impôt ou une taxe obligatoire**
  - 2 - **ET Sous le contrôle d'une collectivité publique – pouvoirs de puissance publique**
- **Etat, collectivités locales, CDC, BPI, Agences, CCI, FEDER, FSE, FEADER, FEAMP, ADEME...**
- Même si l'aide est octroyée par une **Société anonyme** (ex: SEM, ex: certaines SA société de Capital investissement)
- **En cas de mélange de fonds publics et privés dans une structure (ex CCI)**
  - Une comptabilité séparée (ou analytique) pour distinguer l'origine des fonds
- **SONT CONSIDERES COMME FONDS PRIVES (ou ne constituant pas des ressources d'Etat)**
- les conventions de revitalisation = fonds privés
- les interventions des OPCA = fonds privés
- les fonds des programmes européens directement gérés par les institutions européennes = aides non gérées par l'Etat (Horizon 2020, Cosme Life, Europe 2000 etc.)
- Les fonds des interprofessions en matière agricole = fonds privés
- Les fondations = fonds privés



# Les 5 critères des aides d'Etat

## 4 – LE CRITERE DE L'ATTEINTE POTENTIELLE A LA CONCURRENCE:

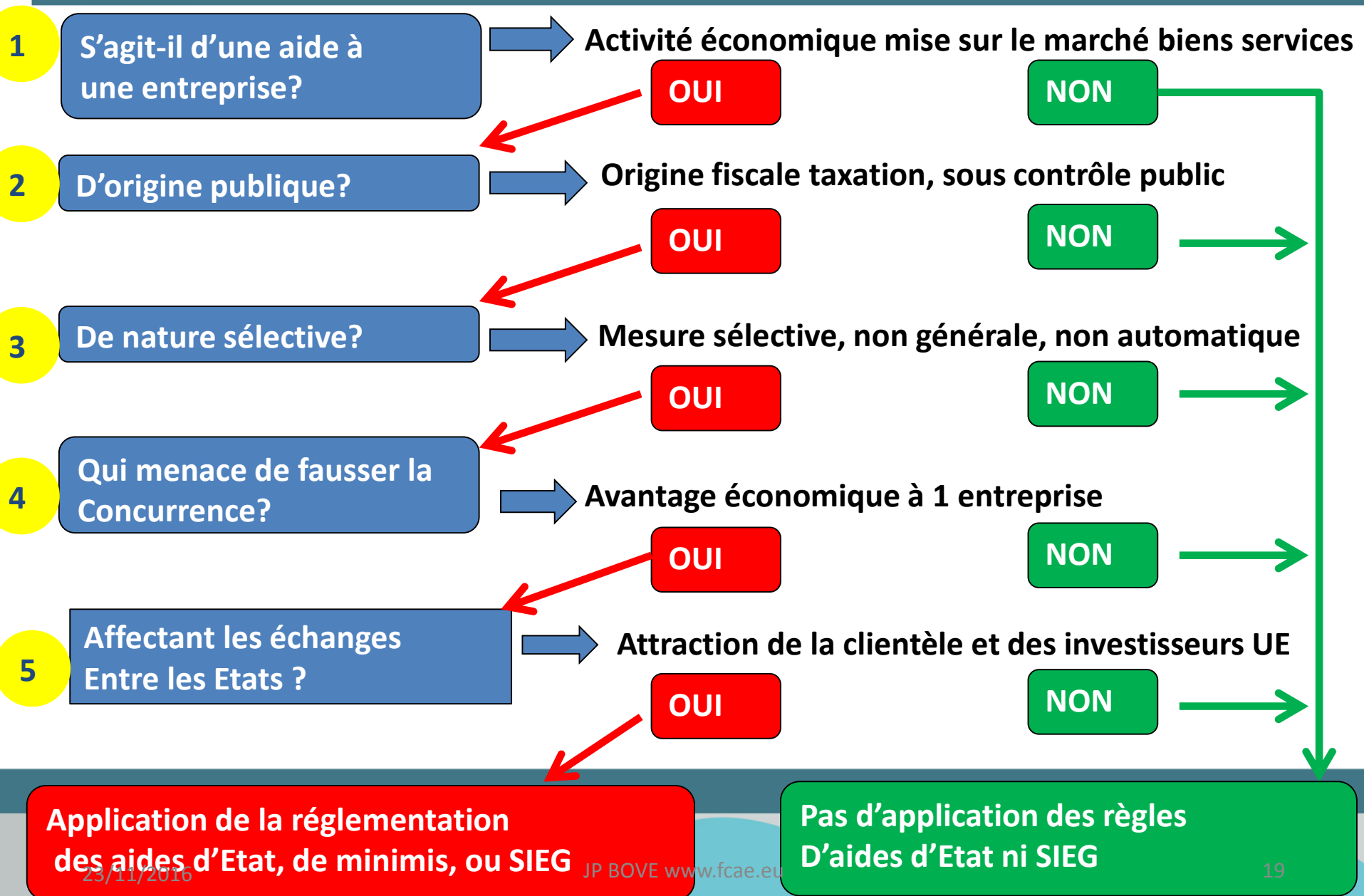
- La réglementation s'applique si l'aide apporte un avantage à une entreprise, que ses concurrents n'auraient pas
- **Avantage économique** : il faut comparer la situation de l'entreprise avant et après la mesure d'aide, afin de voir si sa situation financière est susceptible d'être améliorée (CJUE 2/7/74 affaire 173/73 Italie/Commission).
- L'avantage peut n'être qu'indirect (CJUE C156/98 19/9/2000 Allemagne/Commission)
- L'avantage rompt le jeu du marché, fausse la loi de l'offre et de la demande
- Il permet à l'entreprise d'avoir des conditions commerciales meilleures
- même si l'avantage n'est pas constaté formellement et que ce n'est que potentiel ; même si l'entreprise peut refuser l'avantage (Décision 2004/339/CE du 15/10/2003 Rai SpA)
- **EN PRATIQUE**: une aide apporte presque toujours un avantage économique à une entreprise (c'est sa vocation) **SAUF**
  - Les interventions aux conditions du marché (prêt, capital, garantie, prix de vente, prix de location etc.)

## 5° Critère: l'affectation des échanges entre Etats membres



- La réglementation s'applique s'il y a affectation des échanges entre les Etats
- Souvent réalisée en pratique
- **Mais les aides aux activités purement locales échappent à la réglementation aides d'Etat**
- **Ex:** zone commerciale limitée au territoire; petit commerce de proximité;
- **Ex:** Aides des collectivités locales au maintien de services à la population en milieu rural
- **Ex:** Les hôpitaux en Irlande
- **Ex:** Une piscine en Allemagne
- **Ex:** Les musées en Sardaigne
- **Ex:** Un centre des congrès sur une île en Suède
- **Ex:** Une maison de santé en Allemagne proche de la frontière
- **Ex:** Un centre d'aide aux PME et créateurs d'entreprise
- Etc.

# Les étapes du raisonnement



# Cas où on n'applique pas la réglementation des aides d'Etat

- **1) Aides sociales au consommateur -> l'aide n'est pas donnée à une entreprise**
  - **EX:** RSA, allocations chômage, aides à la formation des chômeurs...
- **2) Mesures générales: aides appliquées à toutes les entreprises, automatiquement, sans critère de sélectivité, non discrétionnaires**
  - **Ex:** Aides aux 35 heures – crédit d'impôt recherche – contrats aidés - CICE
- **3) Aides qui n'affectent pas les échanges entre Etats dans l'UE**
  - **Ex:** maintien des commerces à la population en milieu rural – exploitation des petites salles de cinéma
- **4) Interventions publiques aux conditions du marché**
  - **PAS D'AVANTAGE ECONOMIQUE POUR L'ENTREPRISE** donc **concurrence non faussée**
  - Vente/location des terrains et bâtiments au **prix du marché**
  - Intervention publique en capital investissement en « **pari-passu** »
  - Prêts publics aux taux du marché (selon la notation de l'entreprise, le taux de référence et les sûretés apportées)
  - Garanties publiques octroyées au prix du marché, selon notation de l'entreprise, selon sûretés apportées **EX: BPI-F / OSEO garantie région**
- **5) aides privées :** conventions de revitalisation, OPCA, Fondations, aides des organismes interprofessionnels agricoles, CCI sur leurs financements propres
- **6) Aides gérées directement par les institutions européennes**
  - **Ex:** le programme cadre recherche développement (Commission, BEI, FEI...)
  - **Il ne s'agit pas d'aides d'Etat -> MAIS -> on comptabilise ces aides dans les cumuls d'aide**



# Comment appliquer les règles?

- LORSQUE LES 5 CRITERES SONT REMPLIS
- -> ON APPLIQUE LES REGLES EN MATIERE D'AIDES D'ETAT OU DES SIEG
- 3 SYSTEMES SONT POSSIBLES:

## 1) LA NOTIFICATION DES AIDES A LA COMMISSION EUROPEENNE:

- Notification **individuelle** d'une aide à une entreprise
- Ou
- Notification d'un **régime** d'aide



Décision d'autorisation  
d'une aide individuelle



Décision d'autorisation  
de Régimes d'aides  
notifiés

## 2) L'EXEMPTION DE NOTIFICATION DES AIDES :

- **EXEMPTION AVEC INFORMATION** à la Commission basée sur :
  - Le RGE n°651-2014 - Règlement Général d'Exemption par Catégorie
  - Le REAF n°702-2014 – Règlement d'Exemption **Agricole et Forestier**
  - Le REP n°1388-2014 – Règlement d'Exemption **Pêche**



Régimes  
d'aides  
exemptés



Régimes  
d'aides  
exemptés

- **EXEMPTION SANS INFORMATION** à la Commission
  - Règlement sur les aides « **de minimis** » **général** n°1407-2013
  - Règlement sur les aides « **de minimis** » **agricole** n°1408-2013
  - Règlement sur les aides « **de minimis** » **pêche** n°717-2014
  - Règlement sur les aides « **de minimis** » **SIEG** n°360-2012
  - Décision d'exemption SIEG du 20/12/11



Pas de  
Régime  
d'aide

## 3) L'AIDE A LA PRODUCTION, COMMERCIALISATION, TRANSFORMATION DE PRODUITS AGRICOLES SUR FEADER / FEAMP

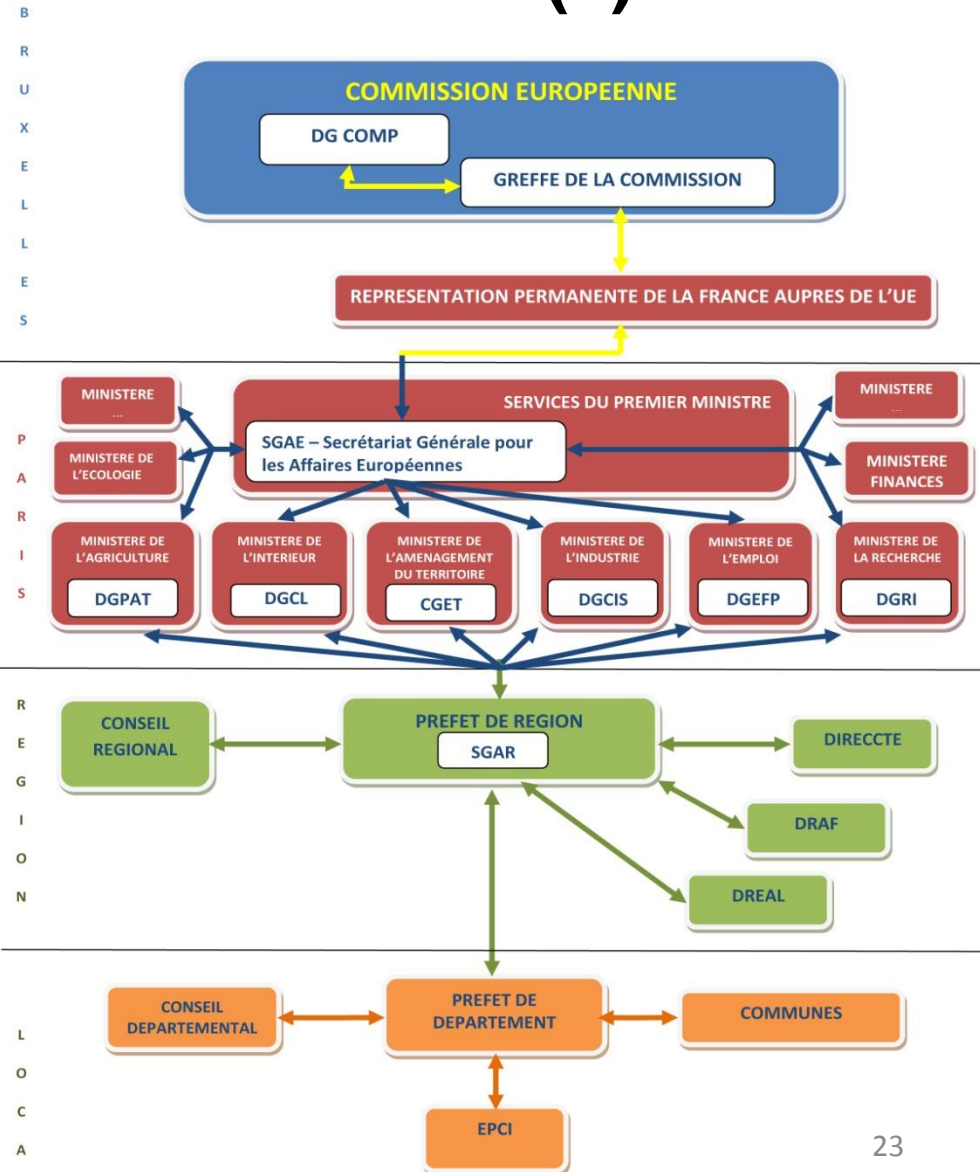
# Le rôle du CGET sur les « aides d'Etat »

- Le CGET constitue un centre de conseil et d'expertise en matière de réglementation européenne de la concurrence et de droit interne applicable aux aides publiques et notamment sur les aides à finalité régionale, les compensations d'obligations de service d'intérêt économique général, les aides accordées par des instruments financiers, etc.
- Le CGET participe avec les autres ministères, sous l'égide du Secrétariat général aux affaires européennes, aux négociations des textes proposés par la Commission européenne.
- Le CGET anime également un groupe de travail dont l'objectif est de mettre en place la réglementation des aides d'Etat pour la période 2014-2020 (régimes d'aides nationaux, notes méthodologiques etc.).
- Ce groupe de travail réunit les ministères concernés, les associations de collectivités territoriales ainsi que les conseils régionaux et les secrétaires généraux aux affaires régionales des préfetures
- Le CGET assure également la coordination interministérielle de la mise ne œuvre de la politique des FESI en France, ainsi que de la négociation et de l'application de la réglementation qui en découle.



# La procédure de notification des aides (1)

- Procédure initiale prévue par le Traité
- **Procédure préalable**
- Approbation de la Commission européenne avant d'octroyer l'aide
- **Procédure lourde** minimum 2 mois - en moyenne 6 mois - parfois 2 ans...
- Toujours **par le canal de l'Etat** membre
- **Formulaire** de notification (rgt. de procédure de 1999)
- Notification électronique (logiciel SANI)



# Procédure d'exemption de notification des aides (2)

- **Depuis 2001: EXEMPTION DE NOTIFICATION**
  - Adoption de règlements d'exemption
  - Pour éviter aux Etats de notifier les aides
  - Dans certains domaines (PME, emploi, formation, AFR)
- **2008: GENERALISATION des EXEMPTIONS**
  - Le règlement général d'exemption (RGEC) du 6 août 2008
  - Le(s) règlement(s) « de-minimis »
- **2014: EXTENSION du RGEC - 17 juin 2014 – n°651-2014**
  - AFR, PME, RDI, Environnement, Haut débit, Culture, Sport etc.
    - Une quinzaine de catégories d'aides, infrastructures locales etc.
  - **RGT exemption agricole IAA** sylvicole rural (1/7/14), **Rgt. PME Pêche**
  - 4 règlements « de minimis » (général, Agricole, Pêche, SIEG)
  - 1 Décision d'exemption SIEG



## TEXTES EUROPEENS SUR LES AIDES D'ETAT

- **LE TRAITE - TFUE** (Art. 38, 42, 107, 108...)
  - Fixe les Principes et la procédure en matière d'aide
- **LES REGLEMENTS D'EXEMPTION DE NOTIFICATION**
  - Déterminent les aides autorisées sans notification
  - Évitent d'avoir à notifier les aides avant de les octroyer
  - Mais nécessitent une information à la Commission
    - sauf les règlements « de-minimis »
    - Sauf la décision d'exemption SIEG
- **LES ENCADREMENTS, COMMUNICATIONS, LIGNES DIRECTRICES, ex Communication Du 19/7/2016**
  - Déterminent le contenu des aides autorisées par notification
  - Nécessitent de notifier les aides individuellement ou par régime d'aide, attendre l'autorisation de la Commission
- **LES DECISIONS DE LA COMMISSION ADOPTANT LES REGIMES NOTIFIES**



## TEXTES NATIONAUX SUR LES AIDES D'ETAT

### Le CGCT article L1511-1-1

- Obligation de respect des règles aides d'Etat

### Le texte des REGIMES D'AIDE CADRES EXEMPTES de notification

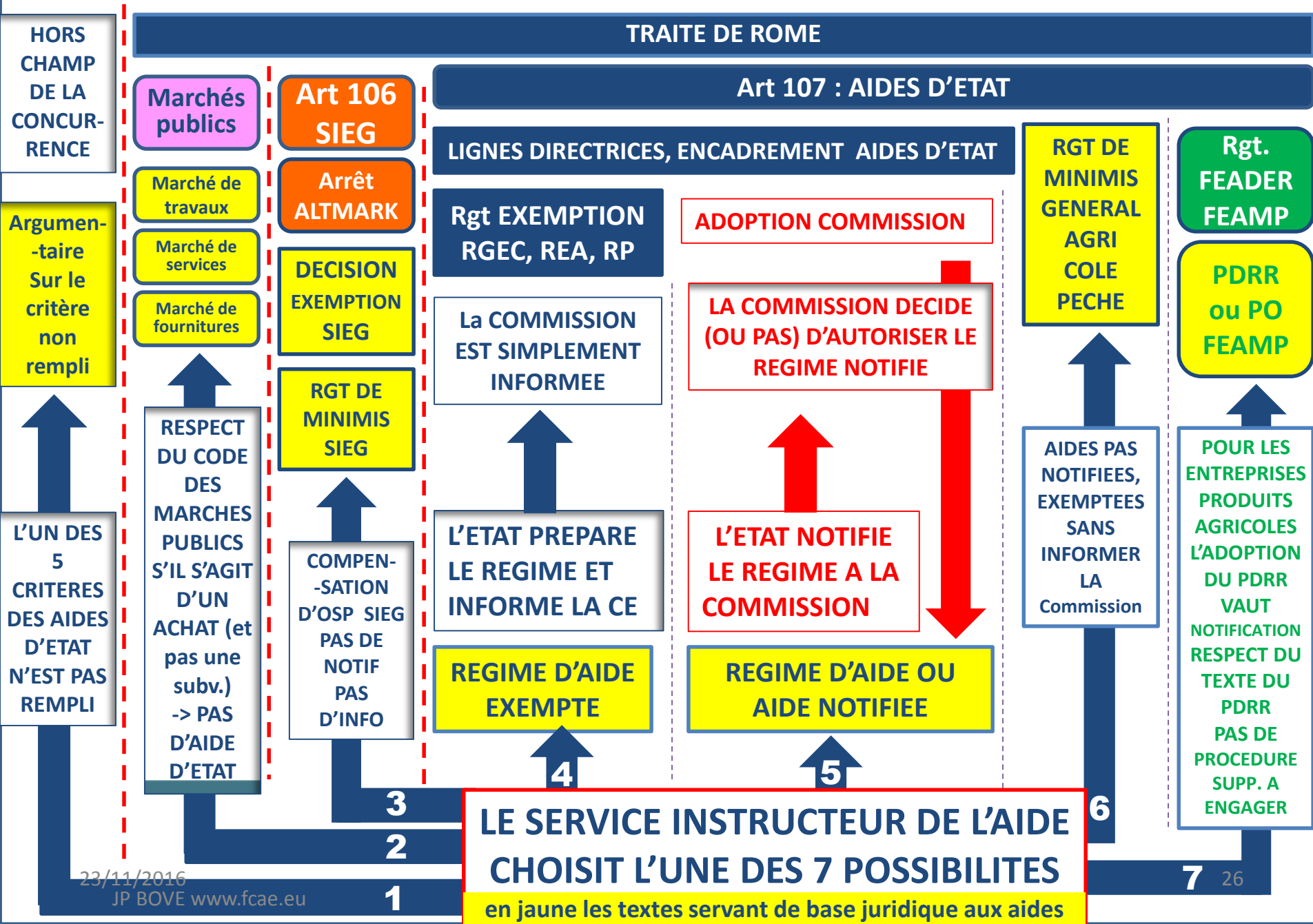
- Simples notes administratives
- Circulaires
- Arrêtés
- Décrets
- Lois

### Le texte de la notification des REGIMES D'AIDE CADRES NOTIFIES à la Commission

- Simples notes administratives
- Circulaires, arrêtés, décrets, lois

les textes surlignés en jaune servent de base juridique à l'attribution des aides

# RECAPITULATIF DES 7 SITUATIONS POSSIBLES





# Où trouver les textes de référence?

Les règles 2014 – 2020 sur **le site internet unique** L'EUROPE EN FRANCE dédié à la réglementation des aides d'Etat

▫ <http://www.europe-en-france.gouv.fr/Centre-de-ressources/Aides-d-etat>

- Sur le site internet Commission:

- [http://ec.europa.eu/competition/state\\_aid/modernisation/index\\_en.html](http://ec.europa.eu/competition/state_aid/modernisation/index_en.html)

- Site de la DG Comp ( Direction Générale de la concurrence de la Commission)

- Sur le site du MDOM :

- <http://www.outre-mer.gouv.fr/?croissance-et-l-emploi-simplification-de-l-octroi-des-aides-d-Etat.html>

- Sur les autres sites internet

- Ministère de l'agriculture:

- <http://agriculture.gouv.fr/regimes-d-aides-d-etat-projets-de>

Les règles 2007-2013 sur le site internet l'Europe en France

- <http://www.europe-en-france.gouv.fr/Centre-de-ressources/Aides-d-etat>

# Quid des aides illégales?



## Cas ou l'aide est INTEGRALEMENT illégale:

- Si une aide n'est pas notifiée et si elle ne respecte ni les conditions d'un régime d'aide ni celles d'un Rgt « de-minimis » (Effet direct de l'article 108.3 du TFUE)
- Si aide à l'investissement grande entreprise hors AFR (> au de minimis)
- Si non respect d'une règle de légalité du régime d'aide:
  - règles d'incitativité: dépôt de demande **après** démarrage projet (art 6 RGEC)
  - Ex: une aide soumise à **notification** mais **allouée sans notification** (Gd projets)

-> **Récupération totale de l'aide**

## Cas où l'aide est PARTIELLEMENT illégale:

- Si non respect d'une autre règle du régime d'aide
  - Ex: dépense **partiellement non éligible** au régime
  - Ex: taux d'aide **alloué supérieur à celui du régime**
  - Ex: **partie d'aide dépassant la juste compensation d'un SIEG**

-> **Récupération partielle de l'aide**

# Quels contrôles possibles?

## 1 - Suite à des **plaintes** à la Commission (adressées à la DG Comp)

- > anonymes, gratuites, par internet (sur le site internet DG Comp)
- > à 90% résolues en précontentieux

## 2 - Suite à des **contrôles** de la DG Comp (par voie écrite)

- > par le biais des ministères (via la RP et le SGAE)

## 3 - Suite à des annonces dans la **presse**

- > peuvent aboutir à des contentieux
- > ex: aides au secteur textile – ex article 44 septièmes du CGI

## 4 - Suite à des **contrôles** FEDER, FEADER, FSE, FEAMP

- > contrôles d'opération plus ou moins ciblés
- > plans de reprises FEDER
- > Actions collectives - Photovoltaïque – RFF SNCF



## 5 - A l'occasion du **contrôle de légalité** du Préfet, contentieux administ.

Le respect du droit européen fait partie de la légalité interne

# Quelle durée de prescription?

## PERIODE DE PRESCRIPTION DE 10 ANS

- **CONTROLES FEDER** menés par la Cour des Comptes européenne, la DG Regio, par la CICC et les services de l'Etat: 4 sujets contrôlés
  - Plan de reprise sur les actions collectives
  - Plan de reprise sur les panneaux photovoltaïques
  - Plan de reprise sur les infrastructures NTIC
  - Plan de reprise sur les opérations RFF et SNCF

## Exemples D'ENQUETES / CONTENTIEUX :

- **Kimberly Clark** – CG Loiret, Ville d'Orléans (15M€)
  - **Fagor Brandt** – 44 septies CGI – (Etat)
  - **Ernault** (Cholet) entreprise en difficulté Région PDL
  - **SAMRO** en difficulté **région PDL** (plainte 89)
  - **Arbel-Fauvet** entreprise difficulté Région NPC 1 M€
  - **Olympique Lyonnais** – Région Rhône-Alpes (plainte association)
- **Règles d'archivage des données et de contrôle spécifiques FESI**



# Exemples de distinction entre les règles aides d'Etat et FESI

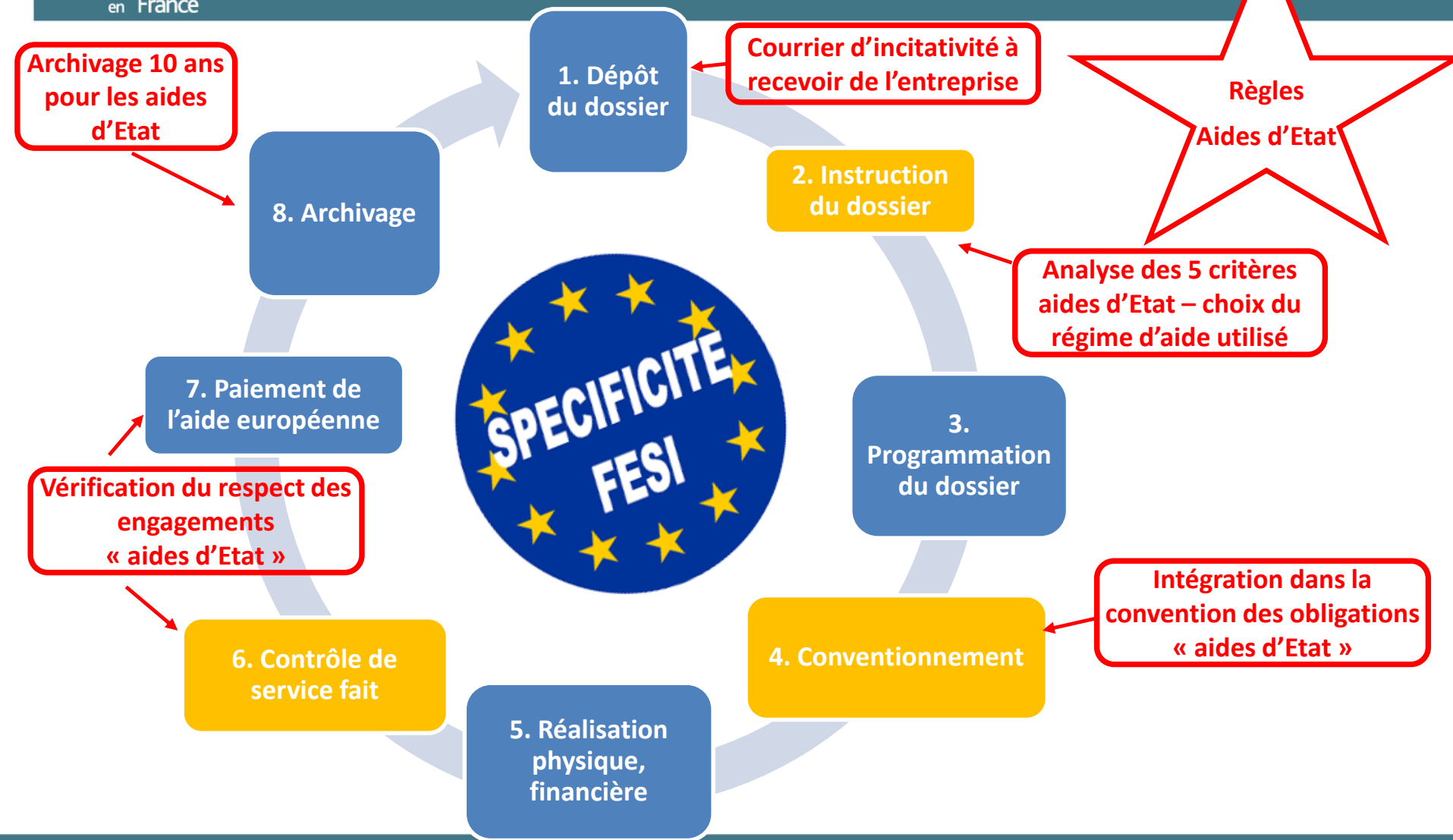


## Exemples de règles aides d'Etat

- Obligation de respecter la **règle d'incitativité** (dans la plupart des régimes d'aide)
- Obligation de respecter les **règles d'éligibilité des régimes d'aide** (lorsqu'ils sont utilisés)
- Obligation de vérifier le **taux d'intensité des aides publiques** du régime utilisé
- Obligation d'avoir des **pièces justificatives claires, spécifiques et actualisées** (sauf except°)
- Obligation de **déclaration des aides de minimis** (si le Rgt de minimis est utilisé) à l'entreprise
- Si AFR/PME **obligation de maintien des emplois et investissements** 3 ou 5 ans (PME/GE)
- Si AFR **limitation des aides au zonage AFR** sur une partie du territoire régional
- **Pas d'obligation de déduction des recettes** sauf certaines régimes (infrastructures, SIEG)
- **Obligation de notification des grands projets DG COMP** au delà des seuils de notification du régime
- **Etc.**

## Exemples de règles fonds structurels

- ➔ **Éligibilité des dépenses rétroactives** sous conditions au 1/1/2014
- ➔ Obligation de respect des **règles d'éligibilité du PO** ou du DOMO
- ➔ Obligation de vérifier les **taux de cofinancement FESI** prévus (dans la maquette de l'axe du PO)
- ➔ Possibilité de recourir à des **coûts forfaitaires** pour justifier les dépenses de fonctionnement
- ➔ **Obligation d'information et publicité** du financement FESI au porteur de projet
- ➔ **Obligation de pérennité de l'opération** (5 ans ou 3 ans pour les PME)
- ➔ **Pas de limitation de zonage a priori** éligibilité de l'ensemble de la région (ou du territoire CTE)
- ➔ **Obligation de déduction des recettes pour les GE** hors « de minimis » et si dépenses > 1 M€
- ➔ Obligation de **procédure de grand projet FEDER** au delà de 50 ou 75 M€
- Obligation que les dépenses soient dans la période d'éligibilité du PO. **Etc.**





## Quels points de vigilance « aides d'Etat » sur un dossier d'aide ?



### Lors des différentes étapes de la piste d'audit:

Le choix du régime d'aide

Le respect des règles d'incitativité

Les déclarations sur l'honneur de l'entreprise possibles :

- Sur la taille de l'entreprise
- Sur la notion d'entreprise en difficulté
- Sur les aides publiques obtenues ou sollicitées

Les secteurs exclus

Les seuils de notification des grands projets

La définition de l'assiette éligible

Le taux d'aide et le calcul d'équivalent subvention

Les cumuls d'aide

La preuve de la réalisation du projet pour le paiement

Publication de certaines information sur internet

## Points de vigilance (2)

### Le choix du régime d'aide:

Ex: Régime aides aux PME ou régime financement des risques

Ex: SIEG ou règlement de minimis ou régime exempté AFR

### Les règles d'incitativité (en fonction du régime)

-> *Ces règles sont parfois plus contraignantes que la réglementation FESI*

L'entreprise doit adresser une **demande d'aide écrite** avant le démarrage des travaux ;

La demande contient les éléments suivants:



▫ *Nom et taille de l'entreprise, description du projet avec dates début et fin, localisation du projet, liste des coûts du projet, type et montant d'aide sollicité*

▫ **Aides fiscales** si un droit à l'aide est instauré sans analyse discrétionnaire et si la mesure fiscale est entrée en vigueur avant début du projet (sauf RUP)

▫ **Pas de règles d'incitativité pour** : Aides travailleurs défavorisés, financement des risques PME (Jeunes Pousses notamment), AFR au fonctionnement, catastrophes naturelles, culture patrimoine, réduction taxes environnementales, DE MINIMIS, SIEG

# Les points de vigilance (3)

## Les déclarations sur l'honneur de l'entreprise:

Déclaration des aides reçues ou sollicitées sur le projet  
Déclaration des aides « de minimis » attribuées sur les 3  
exercices fiscaux

*NB: Les aides « De minimis » seront abordé en point 2*

Déclaration sur la taille de l'entreprise PE / ME / GE

Déclaration sur l'absence de situation d'entreprise en difficulté

***Les aides aux entreprises en difficultés sont exclues des FESI***



# Les points de vigilance (4) La taille de la PME

## MOYENNE ENTREPRISE: 2 conditions cumulatives

1°) à partir de 50 et jusqu'à 249 salariés compris

2°) CA moins de 50 M€ ou BILAN moins de 43 M€

## PETITE ENTREPRISE: 2 conditions cumulatives

1°) 49 salariés au maximum

2°) CA ou Bilan moins de 10 M€

*Si l'un des 2 critères n'est pas rempli pendant 2 exercices comptables consécutifs -> perte de la taille de PME*

## CONSOLIDATION DES EFFECTIFS ET SEUILS FINANCIERS:

Détention des droits de vote < 25% ENTREPRISE AUTONOME -> pas de consolidation

Détention >= 25 et < ou = 50% ENTREPRISES PARTENAIRES consolidation au % droits vote

Détention > à 50% -> ENTREPRISES LIEES -> consolidation totale

OU: droit de nommer ou révoquer les dirigeants

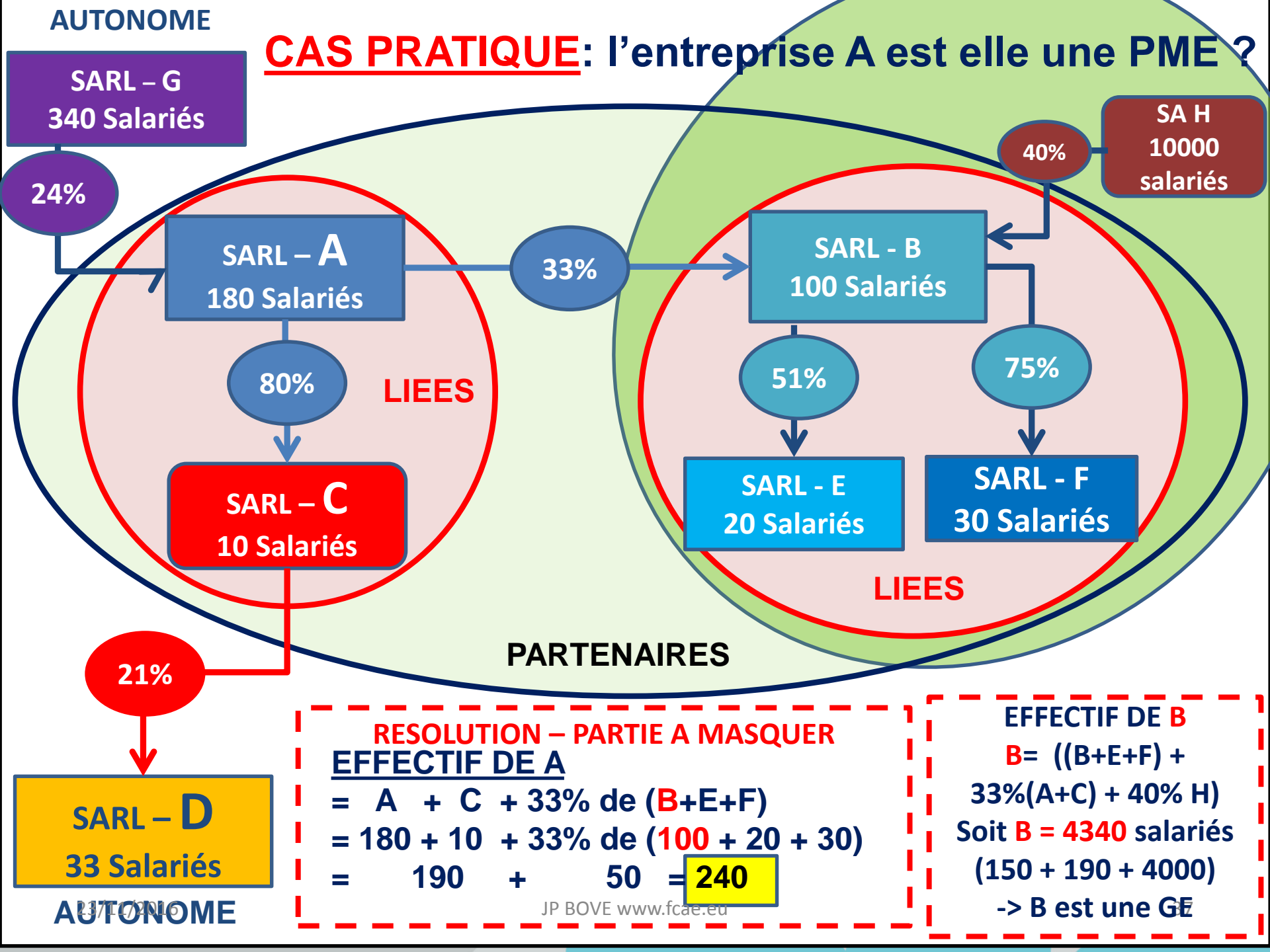
OU: contrôle par le biais d'accords

OU: droit d'exercer une influence dominante par les contrats ou les statuts

OU: contrôle par personne physique ou groupe de personne physique (actionnariat)

AUTONOME

## CAS PRATIQUE: l'entreprise A est elle une PME ?



# Les points de vigilance (5) l'entreprise en difficulté

Sociétés à responsabilité limitée: 50% du capital social souscrit a disparu (ex: résultat négatif qui excède 50% du capital social souscrit) **sans durée**

-> LES PME de moins de 3 ans => ce critère ne s'applique pas

Ou

Sociétés dont certains associés ont une responsabilité illimitée: 50% des fonds propres ont disparu **sans durée**

-> LES PME de moins de 3 ans => ce critère ne s'applique pas

Ou

L'entreprise est en procédure collective d'insolvabilité ou entre dans les conditions d'éligibilité à cette procédure

En France **3** procédures: la **sauvegarde** – le **redressement judiciaire** – la **liquidation**

Ou POUR LES GRANDES ENTREPRISES, si 2 conditions remplies depuis 2 exercices précédents:

Le ratio emprunt/capitaux propres est supérieur à 7,5  
et

**N O U V E A U**

Le ratio de couverture des intérêts de l'entreprise (EBIT/EBITDA) est inférieur à 1 (Earning Before Interest & Taxes Depreciation & Amortization)

**Les aides aux entreprises en difficulté sont interdites sur FEDER FSE FEADER FEAMP**

# Les points de vigilance (6) :

- **Les secteurs exclus:**

Dans chaque régime d'aide des secteurs d'activité sont exclus du bénéfice des aides;  
Il convient de bien vérifier si l'entreprise appartient à l'un des secteurs exclus -> *vérifier dans le texte du régime d'aide*

- **Les grands projets « aides d'Etat »: Notification à la DG Comp**

Chaque régime d'aide définit des seuils (en montant d'aide) déclenchant l'obligation de notifier individuellement les aides à la Commission européenne avant leur mise en œuvre.

Il convient de vérifier si les seuils en montant d'aide ne sont pas atteints

-> *voir le seuil dans le texte du régime d'aide*

- **Les grands projets « FESI » : Notification à la DG Regio**

Exigences de procédure: lorsque le CT éligible dépasse **50 M€** engagement d'une procédure non suspensive de notification du grand projet à la Commission



**NB -> La procédure « aide d'Etat » et la procédure « FESI » doivent parfois être engagées concomitamment en parallèle sur un même projet**



**OUI = aide possible NON = aide impossible**

REGIMES D'AIDE	URGEC	PRODUCTION AGRICOLE	PECHE	IAA	EXPORT	ENTREPRISE DIFFICULTE	Entr. Décision récup. d'aide	CHARBON	SIDERURGIE	Construction NAVALE	TRANSPORT	Prod. et Infra ENERGIE	FIBRES SYNTHÉTIQUES
AFR		NON	NON	OUI	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON
PME INVESTISSEMENT		NON	NON	OUI	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
PME CONSEIL		OUI	NON	OUI	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
FINANCEMENT DES RISQUES		OUI	OUI	OUI	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
JEUNES POUSSÉS		NON	OUI	OUI	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
ENVIRONNEMENT		OUI	NON	OUI	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
RECHERCHE		OUI	OUI	OUI	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
INNOVATION PME		OUI	OUI	OUI	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
FORMATION		OUI	OUI	OUI	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
TRAVAILLEURS DÉFAVORISÉS		OUI	OUI	OUI	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
TRVAILLEURS HANDICAPÉS		OUI	OUI	OUI	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
CALAMITÉS NATURELLES		NON	NON	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
AFR RUP		NON	NON	OUI	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
INFRASTRUCTURE HAUT DÉBIT		NON	NON	OUI	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
CULTURE PATRIMOINE		NON	NON	OUI	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
INFRASTRUCTURES SPORTIVES		NON	NON	OUI	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
INFRASTRUCTURES LOCALES		NON	NON	OUI	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI

# Les seuils de notification

- Notification obligatoire à partir des seuils suivants

CATEGORIE D'AIDE	SEUIL NOTIFICATION EN MONTANT D'AIDE		CATEGORIE D'AIDE	SEUIL NOTIFICATION EN MONTANT D'AIDE	
AFR ZONE C A 10%	7,5 M€		INNOVATION DES PME	5 M€	
AFR en DEVEURBAIN	20 M€		INNOVATION DE PROCEDURE ORGANISAT°	7,5 M€	
AIDE A L'INVESTISSEMENT PME	7,5 M€		FORMATION	2 M€	
CONSEIL AUX PME, FOIRES ET SALONS	2 M€		TRAVAILLEURS DEFAVORISES	5 M€/an	
FINANCEMENT DES RISQUES	15 M€		TRAVAILLEURS HANDICAPES	5 M€/an	
JEUNES POUSES PRETS	1 M€		PROTECTION ENVIRONNEMENT	15 M€	
PRETS EN ZONE AFRIC	1,5 M€		PRETS A L'EFFICACITE ENERGETIQUE	10 M€	
PRETS EN ZONE AFRA	2 M€		SITES CONTAMINES	20 M€	
JEUNES POUSES GARANTIES	1,5 M€		PRODUCTION ELECTRICITE RENOUVELABLE	125 Megawatts	
GARANTIES EN ZONE AFRIC	2,25 M€		RESEAUX DE CHALEUR / FROID	20 M€	
GARANTIES EN ZONE AFRA	3 M€		AIDE INFRASTRUCTURE D'ENERGIE	50 M€	
SUBVENTIONS EN ES	400 000		INVESTISS. RESEAUX DE CHALEUR / FROID	20 M€	
SI EN ZONE AFRIC	600 000		CULTURE AIDE INVESTISSEMENT	100 M€/projet	?
SI EN ZONE AFRA	800 000		CULTURE AIDE FONCTIONNEMENT	50 M€/Entreprise	
RD FONDAMENTALE	40 M€	80 M€ (*)	ENTREPRISES AUDIOVISUELLES	15 M€	
RECHERCHE INDUSTRIELLE	20 M€	40 M€ (*)	INFRASTRUCUTRES DE SPORT	AIDE 15 M€ ou CT 50 M€	
DEVELOPPEMENT EXPERIMENTAL	15 M€	30 M€ (*)	AIDE AU FONCTIONNEMENT INFRASTRUCTURES	2 M€/infra/an	
ETUDES DE FAISABILITE RD	7,5 M€	Eureka Proj	INFRASTRUCTURES INTERNET HD	70 M€	
INFRASTRUCTURES DE RD	20 M€		INVESTISSEMENT RASTRUCTURES LOCALES	10 M€ ou 20 M€/infra	
POLES D'INNOVATION	7,5 M€		CTE COUTS DE COOPERATION	2 M€	



## RECETTES APRÈS L'OPÉRATION:

- ❑ Article 61.7 du rgt. Interfonds 1303/2013: pas de déduction des recettes SI :
- ❑ CT éligible < 1 M€
- ❑ Soutenue par le seul FSE
- ❑ Aides « de minimis » (général, agri, pêche, SIEG)
- ❑ Aides aux PME compatibles (régimes d'aide notifiés, exemptés, SIEG)
- ❑ Grandes entreprises: si le régime d'aide prévoit un mécanisme d'évaluation des besoins de financement (infra locales, culture, sport, infra énergiques, réseau de chaleur, SIEG)

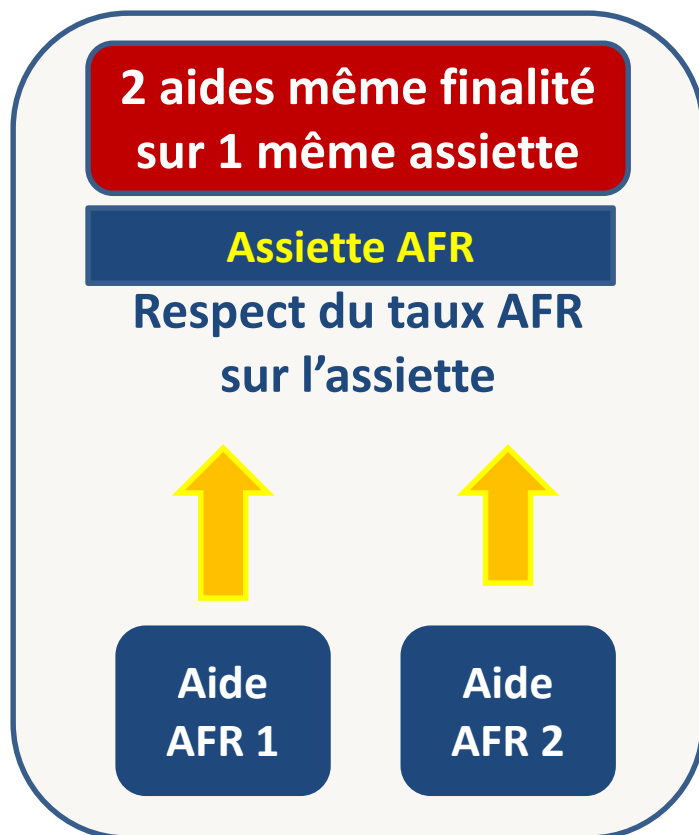
## RECETTES PENDANT L'OPERATION: (hors art 61)

- ❑ Article 65-8 du Rgt. 1303/2013: Pas de déduction des recettes si :
- ❑ Opérations soumises aux aides d'Etat
- ❑ < à 50000 € de CT éligible
- ❑ Instruments financiers
- ❑ Etc.

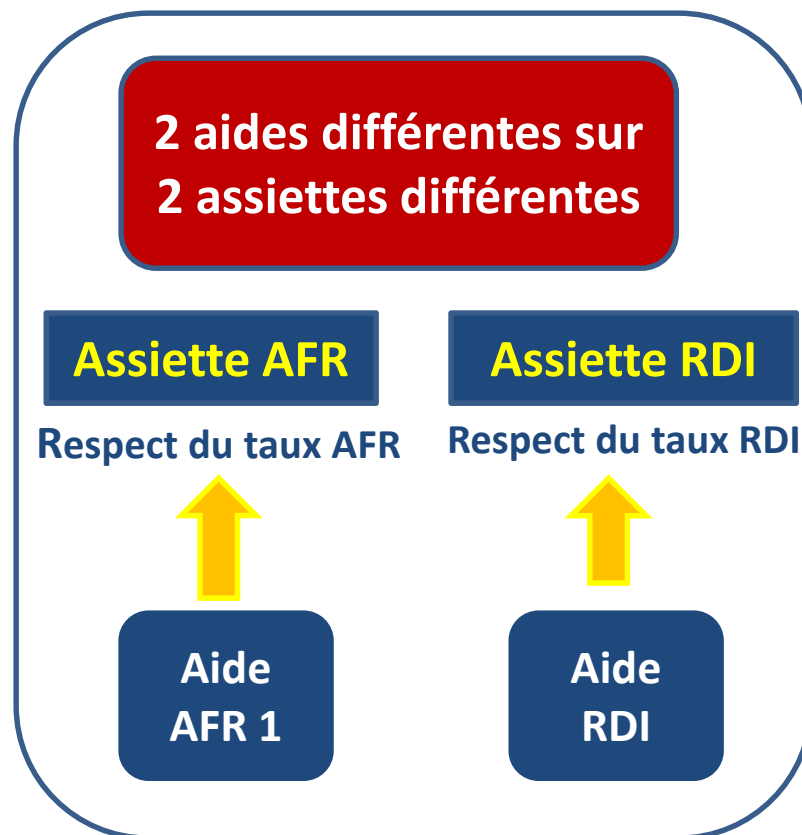
## REGLES DE CUMUL DES AIDES

- **Le cofinancement UE géré au niveau européen** (Life, H2020, Cosme etc.) **n'est pas une aide d'Etat** mais en cas de cumul avec une aide d'Etat on doit vérifier le respect :
  - Soit du **taux d'aide le plus favorable** prévu par les textes « aides d'Etat » (RGEC)
  - Soit du **taux d'aide le plus favorable** prévu par les textes des programmes européens (H2020)
- **Le cumul des aides d'Etat est possible sur des assiettes différentes**
- Le cumul de 2 aides est **possible sur la même assiette de dépenses** sans dépasser le taux ou montant d'aide du régime d'aide **le plus élevé**
- **Les aides au financement des risques « sans assiette identifiée »** peuvent être **cumulés**
  - avec n'importe quelle autre aide d'Etat avec assiette identifiable
  - Avec n'importe quelle autre aide d'Etat avec assiette non identifiée, mais à concurrence du montant d'aide le plus élevé applicable
- **Le cumul d'un régime d'aide et d'une aide « de minimis »** est possible mais sans dépasser les taux du régime d'aide
- Aides aux **travailleurs handicapés** cumulables sur la même assiette jusqu'à **100%**

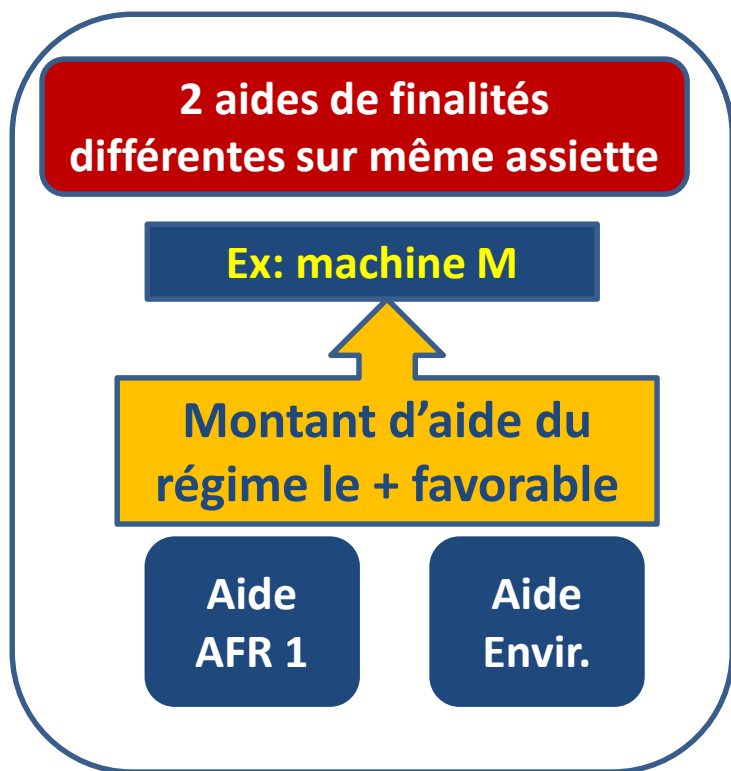
## CUMULS AU SEIN D'UNE MEME FINALITE



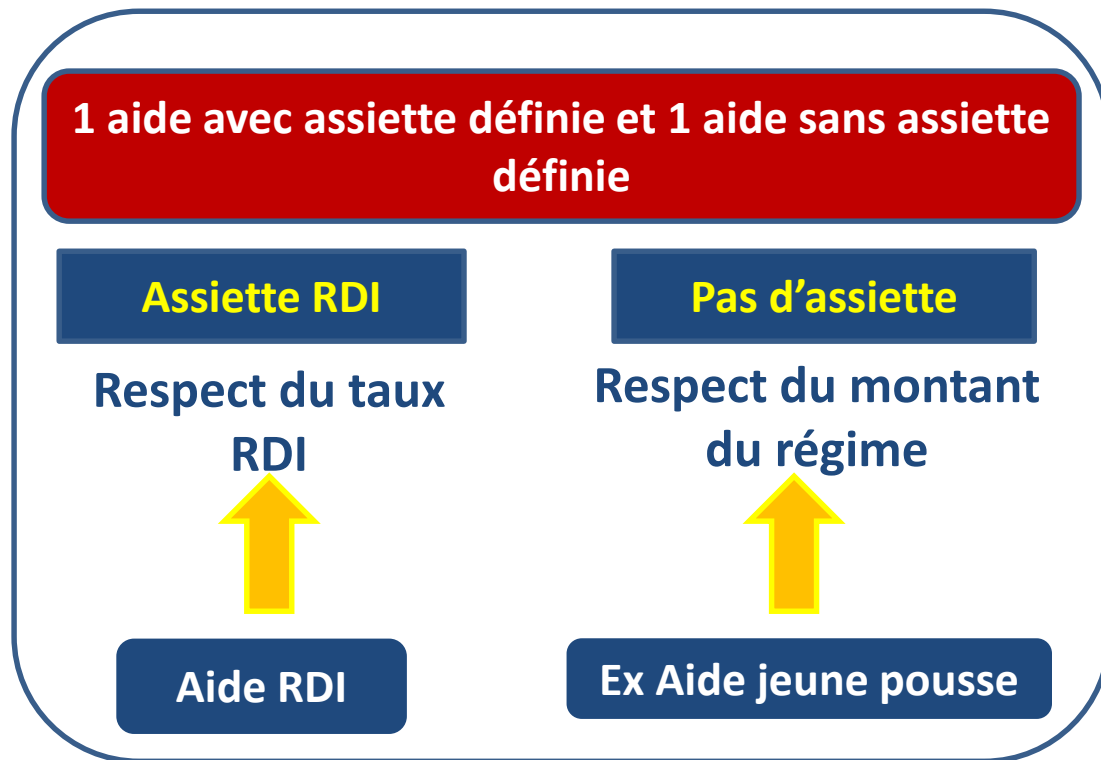
## CUMULS ENTRE DEUX FINALITES D'AIDE



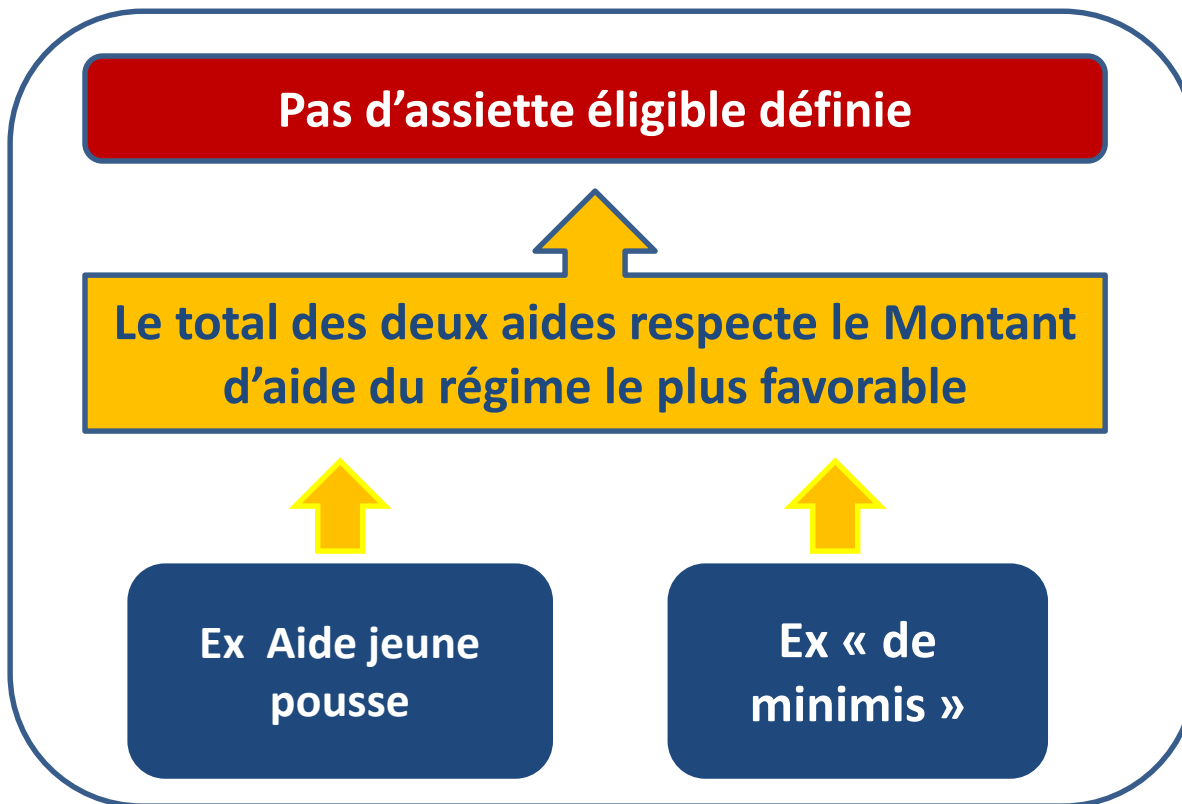
## CUMULS D'AIDES DIFFÉRENTES SUR UNE MEME DEPENSE



## CUMULS D'AIDES AVEC ET SANS ASSIETTE



## **CUMUL DE DEUX AIDES SANS ASSIETTES**





## CAS PRATIQUE

- L'entreprise **ALPHA** de **235 salariés**, d'un chiffre d'affaires de **43 M€** et d'un **bilan de 40 M€**, située sur la commune de **Roanne** va développer un investissement d'extension de son outil de production.
  - **Son investissement matériel:**
    - **3 M€ de bâtiments 1 M€ d'acquisition de terrain**
    - **0,5 M€ de machines**
    - **1 M€ de licences, brevets**
  - **Elle embauchera 70 salariés** qui représenteront un coût salarial annuel de 2,5 M€
  - **L'Etat** devrait allouer une **PAT** de **380 k€**
  - **Le département** alloue un **rabais sur le prix de vente du terrain** de **60 k€**
  - **L'Agglo** allouerait une aide au **bâtiments** de **140 k€**
  - Une **exo de CFE** est envisagée à hauteur de **320 k€**
  - Une aide à la **formation** de l'Etat est envisagée pour **230 k€**
- **La région peut-elle allouer une avance remboursable dont l'ESB est de 200 k€ ?**

- LA TAILLE DE LA PME:
- 235 salariés < à 250
- Ne pas tenir compte de la création des 70 emplois
- Le CA 43 M€ < 50 M€
  - *L'entreprise est donc une PME*
- L'aide à la formation ne porte pas sur l'assiette AFR
  - *Elle est donc cumulable avec les aides AFR*
- *Les autres aides sont des aides AFR*
- L'ENTREPRISE EST ELLE ELIGIBLE AU ZONAGE AFR?
- L'investissement est situé à Roanne
- Décret 2/2/2014
- Page 67
- *elle est en zone AFR*

Loire

42005 Andrézieux-Bouthéon ; 42011 Balbigny ; 42022 Bonson ; 42038 Chalain-le-Comtal ; 42044 Le Chambon-Feugerolles ; 42065 Civens ; 42066 Cleppé ; 42088 Epercieux-Saint-Paul ; 42092 L'Etrat ; 42095 Firminy ; 42097 La Fouillouse ; 42099 Fraisses ; 42103 La Grand-Croix ; 42105 Grézieux-le-Fromental ; 42108 L'Hôpital-le-Grand ; 42110 L'Horme ; 42123 Lorette ; 42127 Mably ; 42151 Mornand-en-Forez ; 42156 Neulise ; 42161 Notre-Dame-de-Boisset ; 42166 Parigny ; 42170 Perreux ; 42174 Poncins ; 42183 La Ricamarie ; 42184 Riorges ; 42186 Rive-de-Gier ; 42187 Roanne ; 42189 Roche-la-Molière ; 42207 Saint-Chamond ; 42212 Saint-Cyr-de-Favières ; 42223 Saint-Genest-Lerpt ; 42237 Saint-Jean-Bonnefonds ; 42254 Saint-Marcel-de-Félines ; 42256 Saint-Marcellin-en-Forez ; 42294 Saint-Vincent-de-Boisset ; 42304 Sury-le-Comtal ; 42305 La Talaudière ; 42311 La Tour-en-Jarez ; 42316 Unieux ; 42325 Vendranges.

# Résolution

- Description de l'investissement:

assiette investissement			
Coûts BATIMENTS	Coûts TERRAINS	Coûts MACHINES	Actifs Immatériels
3	1	0,5	1
Total assiette invest.		5,5	

assiette emploi	
coût salarial des emplois créés nets sur 2 ans	
Total assiette emploi	5

- Aides mobilisables:

- Subvention PAT de l'Etat: 380 k€
- Rabais prix de vente du terrain du CD: 60 k€
- Exonération de CFE art 1465 CGI: 320 k€ en ESB
- Avance remboursable Région: 700 k€  
dont l'équivalent-subvention est de 200 k€
- Aide aux bâtiments de l'agglo :140 k€

Financeurs	ESB en k€
PAT	380
CD	60
EXO	320
REGION	200
AGGLO	140
TOTAL	1100

- 1°) chaque aide individuelle doit respecter le taux du régime AFR
- 2°) Application du taux AFR sur l'assiette la plus favorable

## TAUX AFR

GE	10%	MONTANT D'AIDE MAXIMUM
ME	20%	
PE	30%	

en AFR

		1,1	soit 20% de 5,5 M€
--	--	-----	--------------------

